

## **Note d'information**

Destinataire : Comité permanent sur la santé de la Chambre des communes

Auteure : Shachi Kurl, directrice exécutive – Institut Angus Reid

**Sujet :** Opinion publique canadienne sur un programme d'assurance-médicaments

## **Résumé**

Un nombre important et croissant de Canadiens ressentent la pression des coûts élevés des médicaments d'ordonnance, ne peuvent se payer les médicaments qui leur sont prescrits et compensent en sautant ou en divisant des doses, ou en ne faisant pas remplir leurs ordonnances.

Voilà quelques-uns des principaux constats du sondage d'opinion publique exhaustif mené en 2015 par l'Institut Angus Reid, en partenariat avec la Mindset Social Innovation Foundation et en collaboration avec des chercheurs reconnus sur les politiques de santé au Canada.

Cette étude nationale révèle aussi qu'une grande majorité de Canadiens sont d'avis que « la médecine doit faire partie de l'assurance-maladie » et appuient un programme national d'assurance-médicaments qui couvrirait la majorité des coûts des médicaments d'ordonnance. On s'entend toutefois beaucoup moins bien sur ce à quoi le programme devrait ressembler et, surtout, sur comment il devrait être financé.

Vous trouverez ce rapport complet, y compris des tableaux détaillés et la méthodologie du sondage au <http://www.angusreid.org/prescription-drugs-canada>.

## **Principaux constats**

- Plus d'un Canadien sur cinq (23 %) a indiqué qu'au cours des 12 derniers mois lui ou un membre de son ménage n'avait pas pris ses médicaments tels que prescrits ou ne les avait pas pris du tout en raison de leur coût.
- Par région, la Colombie-Britannique et les provinces de l'Atlantique affichent les pourcentages de problèmes d'accès les plus élevés (29 et 26 % respectivement).
- Les obstacles liés aux coûts touchent dans une certaine mesure les Canadiens de tout âge et de tout niveau de revenu.
- Sept Canadiens sur dix estiment que le système actuel d'assurance-médicaments du pays comporte des faiblesses.

- Une grande majorité de Canadiens (91 %) a exprimé son soutien au concept de programme national d'assurance-médicaments, mais le pourcentage de la population qui est préoccupée par les coûts de ce programme est assez élevé.

## **Enjeux**

### **Partie 1 : Un grand nombre de Canadiens ne peuvent payer leurs médicaments d'ordonnance**

Près du quart (23 %) des Canadiens ont indiqué ne pas avoir pris leurs médicaments tels que prescrits ou ne pas les avoir pris du tout en raison de leur coût au cours des 12 derniers mois. Plus précisément :

- Environ un Canadien sur sept (14 %) a indiqué que lui ou un membre de son ménage n'avait pas rempli une ordonnance.
- Un Canadien sur dix (10 %) n'a pas renouvelé une ordonnance.
- Un Canadien sur sept (15 %) a utilisé des moyens pour faire durer son ordonnance plus longtemps (par exemple, sauter ou diviser une dose, etc.) en raison de son coût.

Les résultats du sondage montrent des obstacles à l'accès dans toutes les provinces, avec des écarts qui peuvent refléter une couverture publique. Par exemple :

- C'est en C.-B. qu'il y a le plus d'obstacles à l'accès : 29 % des Britannico-Colombiens ne respectent pas leurs ordonnances ou ne prennent pas leurs médicaments, sans doute parce que le gouvernement de la C.-B. offre seulement une couverture des médicaments onéreux.
- Ce pourcentage est aussi relativement élevé dans les provinces de l'Atlantique (26 %), là aussi peut-être à cause de la nature limitée du régime d'assurance-médicaments de la province.

### **Les obstacles liés aux coûts touchent les groupes d'âge et les niveaux de revenus de façon différente**

Tous les groupes d'âge ont une certaine difficulté à remplir leurs ordonnances :

- C'est le cas pour presque trois adultes de moins de 45 ans sur dix (28 %). Un pourcentage similaire (27 %) a même été signalé pour le plus jeune groupe, les

18-24 ans. Ce groupe a habituellement un revenu plus bas et un régime d'assurance-médicaments moins généreux.

- Bien que les Canadiens âgés soient plus rarement confrontés à des obstacles en matière d'accès aux médicaments d'ordonnance, leur nombre est relativement plus élevé que dans d'autres systèmes de santé comparables à travers le monde ([2014 Commonwealth Fund International Health Survey](#)).

Le revenu du ménage fait aussi une grande différence dans les pourcentages des Canadiens qui ne remplissent pas leurs prescriptions.

- Le tiers (31 %) des Canadiens dont les revenus sont inférieurs à 50 000 \$ ont indiqué qu'eux ou un membre de leur ménage n'a pas pris ses médicaments tels que prescrits ou ne les a pas pris du tout en raison de leur coût.
- Ce pourcentage baissait d'environ la moitié (16 %) pour les ménages dont le revenu est de plus de 100 000 \$.

### **La couverture des médicaments est un facteur important**

La disponibilité et la portée de la couverture des médicaments sont de bons indicateurs de l'accès aux médicaments d'ordonnance.

- Seulement un Canadien sur dix (10 %), dont les coûts des médicaments d'ordonnance sont remboursés au complet par une assurance ou le gouvernement, a indiqué que lui ou un membre de son ménage n'a pas pris ses médicaments tels que prescrits ou ne les a pas pris du tout en raison de leur coût.
- Ce pourcentage double (20 %) pour les personnes qui ne payent qu'une partie des coûts de leurs médicaments.
- Et ce pourcentage double presque à nouveau (38 %) chez les Canadiens qui ne disposent d'aucun régime d'assurance-médicaments ou dont leur régime ne rembourse qu'un maximum de 50 % des coûts de leurs médicaments.

### **Les dépenses directes en médicaments**

Les principaux constats concernant les dépenses directes en médicaments sont les suivants :

- Un Canadien sur cinq (20 %) a dépensé au moins 500 \$ en médicaments d'ordonnance pour son ménage au cours de la dernière année, et 7 % ont dépensé 1 000 \$ ou plus.
- L'assurance joue un rôle prépondérant dans les dépenses directes en médicaments : moins d'une personne assurée sur dix dépense 500 \$ ou plus en médicaments d'ordonnance pour son ménage.
- Au Québec, dont le régime d'assurance-médicaments est obligatoire, le tiers des ménages (32 %) dépensent plus de 500 \$ en médicaments. Ce montant élevé pourrait être attribuable à la franchise mensuelle ou à la coassurance à payer à l'achat de médicaments d'ordonnance. Les limites de ces frais sont [maintenant supérieures à 1 000 \\$](#) par adulte dans un ménage au Québec (après ce montant le régime d'assurance-médicaments devrait rembourser les coûts en totalité).
- En comparaison, les Ontariens sont ceux dont les dépenses directes en médicaments sont les moins élevées (14 % payent 500 \$ et plus). Cette différence pourrait s'expliquer par la couverture relativement complète pour les personnes âgées, la couverture universelle des médicaments onéreux pour les personnes non âgées, et les niveaux de couverture au travail.
- Les Canadiens âgés sont ceux qui sont le plus touchés par les dépenses directes en médicaments : un Canadien sur cinq âgé de 55 à 64 ans et deux sur cinq âgés de 65 ans et plus. Cela s'explique peut-être par la couverture limitée pour les besoins en médicaments des personnes âgées dans les provinces qui offrent une couverture des médicaments onéreux indépendamment de l'âge (comme la C.-B. et le Manitoba) et dans les provinces qui limitent les droits d'accès des personnes âgées au régime public.
- Les dépenses directes élevées en médicaments sont moins courantes chez les Canadiens dont le revenu est de 100 000 \$ ou plus, mais elles ne sont pas inexistantes étant donné qu'environ un ménage sur sept ayant un tel revenu dépense 500 \$ et plus en médicaments d'ordonnance. Environ un Canadien à revenu moyen et faible sur cinq paye 500 \$ et plus en médicaments d'ordonnance.

### **Les coûts des médicaments sont aussi source de préoccupations**

Les coûts des médicaments imposent d'autres fardeaux aux Canadiens en plus du non-respect des ordonnances.

- Un Canadien sur sept (15 %) mentionne ne pas avoir omis de prendre des médicaments d'ordonnance, mais d'avoir vécu des difficultés financières en raison des coûts élevés des médicaments (emprunts ou compressions ailleurs).
- Près d'un Canadien sur quatre (24 %) indique avoir été préoccupé au cours de la dernière année par la capacité de payer pour les médicaments dont eux ou leur famille ont besoin.
- En se projetant dans dix ans, près de la moitié (46 %) des Canadiens ont dit être préoccupés par leur capacité à payer leurs médicaments d'ordonnance.

### **Nous avons presque tous une personne vulnérable dans notre entourage**

L'accès aux médicaments et leur abordabilité touchent aussi indirectement les Canadiens. De nombreux Canadiens sont exposés à ce problème par une personne vulnérable dans leur réseau social :

- Le tiers (31 %) des Canadiens ont indiqué avoir des amis ou des membres de la famille qui ne peuvent payer leurs médicaments d'ordonnance et qui ont donc dû sauter des jours ou retarder le renouvellement de leurs ordonnances.
- Plus du tiers (36 %) des Canadiens ont des amis ou des membres de leur famille qui ont de la difficulté à payer leurs médicaments d'ordonnance.

## **Partie 2 : Valeurs canadiennes et politique sur les médicaments d'ordonnance**

### **Une question d'équité**

Pour la grande majorité des Canadiens, l'accès aux médicaments et leur abordabilité sont perçus comme une question d'équité. Près de neuf Canadiens sur dix (88 %) sont d'accord avec l'énoncé suivant : « Tous les Canadiens, peu importe leur revenu, devraient avoir accès aux médicaments d'ordonnance nécessaires. » Le même pourcentage de Canadiens (88 %) conviennent qu'« Il est inacceptable que certains Canadiens aient de la difficulté à payer les médicaments d'ordonnance dont ils ont besoin. »

De plus, au fil des débats visant à déterminer si les principes d'universalité des soins de santé devraient s'appliquer aux médicaments (en plus des soins dentaires, oculaires, etc.), ce sondage montre que 85 % des Canadiens appuient (dont 40 % fermement) l'énoncé suivant : « Il est logique que les médicaments fassent partie du régime d'assurance-maladie. »

### **La majorité des Canadiens croient que le statu quo présente des lacunes**

Le modèle de recherche du sondage portait principalement sur l'exploration de l'ampleur du problème sous-jacent des obstacles à l'accès. Cela dit, les données du sondage donnent un premier aperçu du concept de programme d'assurance-médicaments au Canada.

Ce sondage vise à sonder l'opinion publique concernant le contexte politique global entourant le problème de l'accès aux médicaments d'ordonnance et de leur abordabilité, en commençant par l'évaluation du statu quo :

- Moins d'un Canadien sur trois (31 %) convient que « dans l'ensemble, le système actuel fonctionne assez bien », alors que deux Canadiens sur trois (69 %) ne sont pas d'accord.
- Cette tendance des réponses est assez constante dans toutes les couches de la population concernant l'utilisation des médicaments d'ordonnance, la couverture d'assurance, les dépenses réelles et la difficulté à payer ses médicaments.

### **La réforme est une priorité, mais il y en a d'autres**

L'amélioration de l'accès aux médicaments et de leur abordabilité fait partie des priorités des Canadiens. Quatre Canadiens sur cinq (81 %) considèrent qu'il s'agit d'une priorité élevée (45 %) ou très élevée (36 %).

Toutefois, 60 % des Canadiens sont d'accord avec l'énoncé suivant : « Le système de santé est actuellement confronté à beaucoup d'autres questions plus prioritaires. »

### **Un programme national d'assurance-médicaments**

Neuf Canadiens sur dix (91 %) indiquent appuyer le concept de programme d'assurance-médicaments au Canada afin de fournir un accès universel aux médicaments d'ordonnance (51 % appuient fortement ce concept). Ce soutien est le même, peu importe la province, le groupe d'âge, le sexe, le niveau de scolarité et le revenu.

Le soutien pour un programme d'assurance-médicaments est demeuré très élevé même quand l'option stratégique était plus explicitement décrite comme « l'ajout des médicaments d'ordonnance au programme universel d'assurance-maladie afin que tous les Canadiens aient accès aux médicaments d'ordonnance sans devoir les payer de leur poche. » Quatre-vingt-sept pour cent (87 %) des Canadiens étaient d'accord avec cet énoncé.

Plus de 80 % des Canadiens dont les coûts des médicaments sont entièrement couverts par le gouvernement ou l'assurance privée et qui n'ont rien déboursé pour leurs médicaments au cours de la dernière année sont aussi d'accord avec cet énoncé. Parmi les Canadiens qui n'ont rempli aucune ordonnance au cours de la dernière année, plus de 90 % sont d'accord avec cet énoncé.

### **On s'entend moins bien sur le financement et l'administration du programme d'assurance-médicaments**

On s'entend moins bien sur le palier de gouvernement qui devrait administrer le programme d'assurance-médicaments :

- À peine plus de la moitié (52 %) des Canadiens sondés ont répondu « les provinces et le gouvernement fédéral ».
- Les autres répondants sont divisés entre entièrement ou majoritairement les provinces (24 %) et entièrement ou majoritairement le gouvernement fédéral (25 %).

Et il y a d'autres divisions sur la couverture et le paiement :

- 1) En ce qui concerne un programme d'assurance-médicaments de base qui couvre seulement le coût total de la plupart des médicaments courants et essentiels :
  - Le tiers des Canadiens (36 %) estiment que ce serait une amélioration par rapport au système actuel;

- 28 % estiment que ce serait pire.
  - Les 36 % restants n'ont choisi aucune de ces deux réponses.
- 2) En ce qui concerne un système de copaiement dans lequel presque tous les médicaments seraient couverts pour des frais standards de 15 \$ par ordonnance :
- Près de la moitié des Canadiens (45 %) estiment que ce serait une amélioration par rapport au statu quo.
  - 30 % estiment que ce serait pire.
  - Près du quart (25 %) n'ont choisi aucune de ces réponses.

### **Être prudent quand il est question de coûts**

Certains croient que le programme d'assurance-médicaments coûtera plus cher que le statu quo :

- Deux Canadiens sur cinq (40 %), y compris la moitié (49 %) des répondants dont le revenu est supérieur à 100 000 \$ par année, estiment que le Canada « ne peut s'offrir un programme d'assurance-médicaments universel ».
- La majorité (61 %) convient que « peu importe les résultats des recherches, un plan national d'assurance-médicaments coûtera très cher aux contribuables ».

Dans la foulée de cette opinion, on pourrait dire que l'appui au financement d'un programme d'assurance-médicaments par une variété de moyens est pour le moins mitigé, surtout au vue de la très forte majorité appuyant le concept d'un tel programme :

La méthode de financement du programme national d'assurance-médicaments privilégiée par les Canadiens serait de rétablir le taux d'imposition sur le revenu des entreprises de 2010 à 18 %. Plus de trois Canadiens sur cinq (62 %) ont indiqué qu'ils appuieraient un programme d'assurance-médicaments financé de cette façon.

D'autres possibles sources de financement, comme l'augmentation de la TPS ou du taux d'imposition de base pour les revenus de plus de 40 000 \$, ont été rejetées, la majorité des Canadiens indiquant qu'ils n'appuieraient pas un programme d'assurance-médicaments financé de ces façons.

Un énoncé qui a davantage fait l'unanimité est que 80 % des répondants conviennent qu'il serait plus efficace d'avoir un seul programme d'assurance-médicaments pour l'ensemble du Canada.



## **Partie 3 : Autres constats sur l'utilisation des médicaments d'ordonnance et leur couverture**

### **Utilisation des médicaments d'ordonnance**

Neuf Canadiens sur dix (89 %) mentionnent qu'eux ou un membre de leur ménage ont reçu une ordonnance au cours de la dernière année. C'est environ le même pourcentage de Canadiens qui ont visité un bureau de médecin ou une clinique.

Plus d'un ménage canadien sur quatre (27 %) utilise régulièrement des médicaments d'ordonnance, soit six ordonnances ou plus au cours de la dernière année (environ le même nombre de ménages ont indiqué avoir visité leur médecin le même nombre de fois).

### **Couverture des médicaments**

La majorité des Canadiens avaient une certaine assurance-médicaments, mais cette couverture est incomplète pour près de trois Canadiens sur dix (27 %) qui payent la totalité de leurs médicaments (11 %), qui en payent la majorité (10 %) ou qui en payent environ la moitié (6 %).

En comparaison, plus du deux tiers (69 %) des Canadiens se font rembourser la majorité (54 %) ou la totalité (15 %) des coûts de leurs médicaments d'ordonnance par le gouvernement ou un régime d'assurance.

Il existe plusieurs différences importantes dans la couverture des médicaments de la population :

- Les Britanno-Colombiens sont ceux qui ont le plus de chances de ne pas avoir de couverture pour leurs médicaments (19 % comparativement à 11 % pour la moyenne nationale).
- Les Canadiens âgés ont des couvertures de médicaments plus complètes : 74 % des Canadiens âgés de 55 ans et plus ont un régime public ou privé qui couvre au moins la moitié des dépenses en médicaments de leur ménage.
- En comparaison, à peine plus de la moitié des Canadiens âgés de moins de 24 ans ont la majorité ou la totalité de leurs dépenses en médicaments remboursées par le gouvernement ou un régime d'assurance.

### **En terminant**

Les Canadiens appuient fortement et presque à l'unanimité un programme national d'assurance-médicaments. Bien entendu, de nombreux Canadiens sont touchés par les

écarts dans la couverture et les difficultés financières associés à la couverture de leurs dépenses en médicaments d'ordonnance. Toutefois, il y a beaucoup d'appréhensions quant aux coûts associés à un tel programme.

Étant donné l'absence de données claires sur un tel coût et les possibles modes de financement associés à un tel programme, d'autres études sont nécessaires. Si des données sont fournies, ces coûts et ces structures de financement pourraient aider à évaluer le soutien réel pour le programme d'assurance-médicaments au Canada.

### **Institut Angus Reid**

L'Institut Angus Reid est un organisme de recherche sur l'opinion publique national, non partisan et sans but lucratif mis sur pied pour améliorer et favoriser la compréhension des problèmes et des tendances qui touchent l'économie, la société, la gouvernance, la philanthropie, l'administration publique, ainsi que la politique étrangère et nationale au Canada et dans son monde.